



# NIGERIA ONE

## NEWSLETTER

Septembre 2022



**AFRIQUE**

Le poids des revenus pétroliers dans les pays africains

---

## SOMMAIRE

---

**03**

La Nigerian Petroleum Agency initie la révision de la réglementation

---

**09**

Entre Clarification et Éducation

---

**05**

Le gaz naturel change la donne dans le secteur de l'énergie

---

**11**

Prémices d'un boom pétrolier et gazier en Afrique

---

**07**

Controverse : Buhari approuve l'acquisition d'actions d'Exxon Mobil

---

**12**

L'Afrique du Sud doit produire davantage d'énergie renouvelable

---

**08**

Le poids des revenus pétroliers dans les économies africaines



## **NIGERIAN MIDSTREAM AND DOWNSTREAM PETROLEUM REGULATORY AUTHORITY (NMDPRA)**

Logo du NMDPRA

### **La Nigerian Petroleum Agency initie la révision de la réglementation**

L'autorité nigériane de régulation du secteur pétrolier aval et midstream (NMDPRA) a démarré, lundi 1er août, la révision tant attendue des réglementations pétrolières aval et midstream, afin de doter l'industrie pétrolière et gazière de lois et de politiques propices aux investissements dans le secteur.

Au cours de la réunion des parties prenantes de la NMDPRA, le Ministre d'Etat aux Ressources Pétrolières, Chief Timipre Sylva, a déclaré que des copies des règlements avaient été partagées avec les principales parties prenantes pour qu'elles puissent apporter leurs contributions, commentaires et révisions.

Le Ministre a déclaré que les objectifs de cette révision étaient de clarifier la situation pour les investisseurs locaux et étrangers, de renforcer et de promouvoir la confiance des investisseurs, d'améliorer la participation locale dans le secteur et d'attirer des investissements dans les secteurs intermédiaires et en aval.

"Nous en sommes maintenant au stade de l'engagement et de l'interaction afin de faire émerger une réglementation qui profitera à toutes les parties prenantes", a déclaré le chef Sylva.

Il a mentionné que cette autorité est née de la loi sur l'industrie pétrolière (Petroleum Industry Act, PIA) 2021 et qu'elle est investie de la lourde responsabilité de réglementer commercialement et techniquement les opérations intermédiaires et en aval de l'industrie pétrolière et gazière au Nigeria.

Il a déclaré que l'objectif de la révision était de répondre aux dispositions des sections 33 et 216 du Petroleum Industry Act 2021.

"Nous sommes réunis ici aujourd'hui en application des dispositions des articles 33 et 216 de la PIA 2021, qui obligent les pouvoirs publics à consulter les parties prenantes concernées avant de finaliser et de prendre toute résolution concernant le processus de raffinage, de transmission, de distribution, d'approvisionnement, de vente et de stockage des produits pétroliers ou toute autre question par l'autorité liée à l'activité des opérations pétrolières intermédiaires et en aval."

Monsieur Sylva a déclaré que ce gouvernement avait compris la nécessité de disposer d'un instrument réglementaire robuste, bien conçu et sans ambiguïté, qui a été méticuleusement élaboré pour répondre aux aspirations actuelles et futures du gouvernement et qui est conforme aux normes industrielles mondiales.

Tout en constatant que l'état actuel du paysage énergétique local du Nigeria est lamentable et nécessite des solutions locales, le Ministre a déclaré que la nation peut améliorer la situation grâce à ces réglementations.

On s'attend à ce que ces réglementations assurent, à long terme, une croissance rapide des affaires dans le

secteur du pétrole et du gaz et créent des opportunités fantastiques pour les Nigériens en termes de débouchés, d'opportunités commerciales et d'emploi. Prenant également la parole, M. Farouk Ahmed, directeur général de l'autorité, a réaffirmé que la consultation des parties prenantes était conforme au mandat de la loi sur l'industrie pétrolière, qui stipule que les parties prenantes doivent être consultées avant l'introduction de nouvelles réglementations.

M. Ahmed a déclaré que ces réglementations sont essentielles, cruciales et font partie intégrante de la mise en œuvre de la loi sur l'industrie pétrolière et qu'elles requièrent un engagement collectif pour garantir qu'elles soient correctement appliquées.

Il a souligné que les parties prenantes avaient délibérément décidé de soutenir des politiques qui attireront les investissements si nécessaires, faciliteront les affaires, créeront des opportunités d'emploi pour les Nigériens et réduiront la charge de leurs partenaires commerciaux.

"En conséquence, notre priorité sera de veiller à ce que ces réglementations soient les principaux catalyseurs de l'initiative de la Décennie du gaz du gouvernement fédéral et qu'elles contribuent à catalyser les investissements et à renforcer l'attractivité de la chaîne de valeur du gaz domestique.

Il a précisé qu'il était également parfaitement conscient que des réglementations efficaces doivent être éthiques et, entre autres résultats, garantir l'équité, la justice, la transparence et la certitude pour toutes les parties prenantes de l'espace réglementaire.

"Il est donc impératif que nous accordions toute notre attention à ce processus, car le succès et la qualité de nos délibérations détermineront de manière significative l'évolution de notre industrie dans un avenir proche. Nos actions collectives ont un impact immédiat sur le déblocage du principal secteur de fourniture d'énergie de l'économie nigérienne.

Il a donc demandé aux parties prenantes d'aborder cette mission avec un sens des responsabilités prononcé et un esprit patriotique.



Timipre Sylva, Ministre d'Etat aux ressources pétrolières



Réservoir de gaz naturel

## Le gaz naturel change la donne dans le secteur de l'énergie

Josep Borrell, représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a récemment déclaré que l'UE avait réduit de 50 % sa dépendance vis-à-vis du gaz russe. Cela représente une avancée significative et montre la nouvelle direction prise par l'Europe pour influencer sur son approvisionnement en gaz.

"Nous avons déjà réussi à faire face à une réduction globale de la part des importations de gaz russe, qui est passée de 40 % au début de l'année à environ 20 % aujourd'hui, principalement en achetant davantage de GNL, dont la part dans l'utilisation du gaz a doublé, passant de 19 % à 37 %". "Nous avons également progressé en achetant davantage de gaz par gazoduc à la Norvège, l'Algérie et l'Azerbaïdjan", a déclaré M. Borell.

Même si ces mesures importantes ont un impact sur la chaîne d'approvisionnement en gaz européen, le vieux continent devra réduire sa consommation de gaz s'il veut passer l'hiver prochain sans pénurie énergétique majeure. Joseph Borell appelle à la solidarité des nations européennes afin de passer un hiver sans encombre.

La consommation de gaz doit être réduite de manière significative et les Européens doivent accepter que certaines industries soient prioritaires. Il est ironique de constater que l'UE n'a pas renoncé à utiliser d'autres sources d'énergie mais que son message consistant à bannir les combustibles fossiles reste intact. D'autres défis apparaissent et rendent les prévisions sur l'approvisionnement en gaz pour les deux prochaines années presque impossibles.

La fermeture du gazoduc entre la Bretagne et la Belgique va accentuer la pression sur le manque d'approvisionnement. Selon Interconnector UK, la société britannique qui gère le gazoduc et les deux terminaux, le gazoduc "Interconnector", qui relie le Royaume-Uni au continent, a été fermé en raison d'un problème avec le système de filtration du terminal de Bacton. Chaque année, 20 milliards de mètres cubes de gaz sont transportés vers la Belgique via l'Interconnector et 25,5 milliards de mètres cubes dans l'autre sens.

L'impact pourrait être limité sur la Belgique si l'on considère que "quelque 600 GWh de gaz passent par le gazoduc chaque jour, principalement pour approvisionner l'Allemagne et les Pays-Bas". L'Angleterre a exporté cette année un volume record de gaz vers les Pays-Bas, car elle n'a pas la capacité de stocker le combustible, mais prévoit que le produit lui sera renvoyé en cas de besoin.

Les États-Unis, qui sont le plus grand producteur de gaz naturel (US), sont toujours en position de force et devraient connaître une croissance en 2022, mais les taux d'extraction en début d'année sont stupéfiants. Le gaz naturel sec va croître mais pas autant que la demande. Au mois de janvier, la production a baissé d'environ 2,5 %. La production de gaz naturel sec sera en moyenne de 96,5 Bcf/j en 2022, soit 3,2 % (ou 3,0 Bcf/j) de plus que la moyenne de 2021.

En outre, les deux principales régions, les Appalaches et l'ouest du Texas, voient leur production diminuer en raison d'un manque de pipelines adéquats. Les États-Unis ont réellement intensifié leurs efforts pour aider l'UE à réduire sa dépendance au gaz russe et sont devenus en début d'année le premier exportateur de GNL, mais nul ne peut prédire ce que l'avenir nous réserve.



gazoduc



Logo de ExxonMobil

## **Controverse : Buhari approuve l'acquisition d'actions d'Exxon Mobil**

Dans un communiqué de presse publié par son conseiller médiatique, Femi Adesina, le Président Muhammadu Buhari (rtd), a déclaré avoir approuvé l'acquisition de la totalité du capital social de Mobil Producing Nigeria Unlimited auprès de la société mère Exxon Mobil en Amérique par Seplat Energy Plc, une entreprise pétrolière et gazière locale.

Par cette décision, le Président a tenu compte des avantages considérables que cette transaction commerciale apporterait au secteur énergétique nigérian et de ses retombées sur l'économie dans son intégralité. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une initiative visant à encourager les investissements directs étrangers dans le secteur de l'énergie afin de stimuler la productivité et d'accroître les possibilités d'emploi pour les Nigériens.

Le conseiller média a déclaré que le président s'est engagé à encourager les investissements dans le secteur, conformément à la loi sur l'industrie pétrolière. Le président Buhari a donné son accord à l'accord de vente d'actions qui était demandé par les parties concernées et a donné une directive selon laquelle toutes les parties concernées devraient être informées de l'approbation.

Après la finalisation de la transaction, il est prévu qu'Exxon Mobil/Seplat se charge de l'exploitation de toutes les licences d'exploitation de pétrole et de gaz en eaux peu profondes - ceci afin de stimuler la productivité et de s'assurer que le Nigéria respecte son quota de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et d'améliorer le développement du secteur pétrolier et gazier en exploitant les ressources en gaz du secteur.

Le directeur financier de Seplat, Emeka Onwuka, a confirmé la transaction. Il a déclaré que les négociations et les accords commerciaux étaient parvenus à un stade avancé et que la réalisation de l'acquisition était soumise au consentement ministériel et à l'approbation réglementaire de la Nigerian Upstream Regulatory Commission.

Quelques jours plus tard, le Président nigérian Muhammadu Buhari est revenu sur son précédent accord sur l'achat des actifs d'Exxon Mobil par Seplat Energy Plc pour 1,28 milliard de dollars et a décidé de soutenir la décision de l'agence de régulation de rejeter l'opération.

La Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission avait contredit la position du Président, qui fait également office de ministre du pétrole. Le directeur général de l'agence de régulation, Gbenga Komolafe, a déclaré que le statu quo demeure en ce qui concerne l'acquisition des actifs d'Exxon Mobil par Seplat. Il a également indiqué que, conformément aux dispositions de la loi sur l'industrie pétrolière de 2021, l'agence est le seul organisme de réglementation investi du pouvoir de traiter de telles questions dans le secteur amont nigérian.

Garba Shehu, porte-parole de la présidence, a déclaré qu'il est devenu clair que les différentes agences impliquées dans la décision n'avaient pas bien coordonné leur action et, après avoir examiné tous les faits et toutes les ramifications, le Président a décidé de soutenir la position du régulateur."



Puits de pétrole

## Le poids des revenus pétroliers dans les économies africaines

Les producteurs de pétrole en Afrique ont souvent fait l'objet de nombreuses critiques. Alors que certains sont considérés comme privilégiés car ils font partie de ce cercle restreint qui dispose d'une ressource dont tout le monde a besoin, d'autres sont montrés du doigt pour leur manque de transparence, la corruption, la forte dépendance à l'or noir et l'impact négatif que l'exploitation peut avoir sur leur population.

Lorsque les revenus pétroliers servent à construire de nouvelles infrastructures comme des hôpitaux, des écoles, des routes ou à créer des emplois, tout le monde applaudit et en redemande, les populations peuvent réellement mesurer les retombées de l'exploitation.

L'accès facile aux infrastructures sanitaires de qualité telles que les hôpitaux et les cliniques est l'un des piliers de la plupart des constitutions du pays. Il est du devoir des Etats d'offrir à la population les moyens de se soigner chaque fois que cela est nécessaire.

L'éducation est encore plus importante car le savoir est la vie et sans lui, il n'y a pas de progrès. Une population éduquée est responsable et donc aussi plus productive. L'éducation est un facteur clé dans le développement d'un pays.

D'aucuns théorisent que de bonnes routes sont fondamentales pour le développement. Nous pouvons facilement comprendre cette position lorsque nous la mettons en relation avec notre vie quotidienne et l'importance du transport des personnes et des marchandises.

D'autre part, lorsque les contrats avec les multinationales sont signés sans consensus, la population a toujours le sentiment que ses intérêts n'ont pas été préservés. La corruption est elle aussi dans les esprits lorsque l'on considère les importantes sommes d'argent en jeu.

Toutefois, le point le plus important reste l'impact du pétrole sur l'économie. Les pays sont en danger lorsque la plupart de leurs revenus proviennent essentiellement du pétrole. Ils deviennent vulnérables et dépendants des aléas extérieurs. En général, le pétrole représente une grande partie des exportations.

Les pays africains devraient extraire, raffiner et transformer cette ressource avant de l'exporter. Ainsi, ils obtiendront des revenus plus importants et auront un impact positif sur l'économie. Ils devraient également utiliser une part importante des revenus pour diversifier l'économie locale afin d'être moins dépendants du pétrole.

La diversification de l'économie est un élément fondamental pour l'avenir des nations africaines. Le développement d'une industrie parallèle comme les énergies solaire et éolienne serait une excellente stratégie pour parvenir à un mix de sources d'énergie. Cela favorise la création de petites industries de transformation pour les produits locaux, mais aussi la création d'industries plus importantes comme l'automobile, la pharmacie, la métallurgie, etc.





Manar E. SALL Directeur Général de Petrosen Trading et Services

## Entre Clarification et Éducation

La Direction de Petrosen Trading et Services a organisé le vendredi 29 juillet 2022 au Radisson Blu une séance d'information sur le thème des ressources naturelles de notre pays.

Des personnalités du secteur ont participé à cet événement marquant et l'on peut citer notamment, Fary Ndao, Thierno Seydou Ly, DG Petrosen E&P, Abdou Thiam, DG ECSSEN, Samuel Faye, DG CNFTPA, Issa Diop, expert de la Diaspora. y ont participé.

D'éminents membres de la société civile, du secteur privé et du patronat étaient également présents et il s'en est suivi des échanges de qualité avec le public. Nous retiendrons l'intervention de Victor Ndiaye de Performances Group, de Oumar Diop de Millenium Challenge, de Abdoulaye Ly du CIS, de Babacar Diagne de CDES.

Les interventions et les discussions ont consisté à déconstruire les multiples idées reçues et les fausses allégations qui entourent la question du pétrole au Sénégal. Elles ont en outre, permis à chacun de mieux appréhender la réalité des chiffres réels en prenant connaissance des informations vraies. Quelques points essentiels ont été rappelés:

- Le Sénégal a en effet découvert d'importants gisements de pétrole et de gaz et l'exploitation devrait commencer dès l'année prochaine.
- Le Sénégal est un pays plus gazier que pétrolier.
- Le Sénégal occupe la 5ème place au niveau continental et se positionne au 27ème rang au niveau des réserves mondiales

La découverte de pétrole et de gaz au Sénégal a fait couler beaucoup d'encre et a alimenté les rumeurs les plus insensées. Il est important de communiquer vrai et de manière limpide. L'exercice auquel s'est livré Manar Sall, DG de Petrosen Trading & Services et ses invités a essentiellement consisté à rétablir la vérité en revenant avec force et détails sur la nature de la collaboration entre l'État du Sénégal et les firmes internationales concernées. Monsieur Sall a également insisté sur la nécessité de se doter d'un plan de communication pour informer juste et en temps réel.

Des nombreuses idées ont été émises et méritent d'être concrétisées et en particulier, l'approche consistant à expliquer et décliner la feuille de route de l'État dans les langues nationales afin que chacun ait la possibilité de disposer de la même information en temps réel.

Nous saluons l'intervention de Fary Ndao en wolof qui a été remarquable et qui a ainsi permis de clore le débat sur le pourcentage qui revient au Sénégal. Entre analogies et réalités il a su expliquer clairement et sans aucune ambiguïté les pourcentages avancés.

Le rôle que les entreprises nationales jouent à travers le contenu local a également suscité un vif intérêt. Le contenu local est effectivement la meilleure voie pour nos concitoyens de faire leur entrée dans ce secteur d'avenir . Pour faciliter l'accès des sénégalais au contenu local, l'État a ainsi procédé à une subdivision en trois parties .

Une partie réservée uniquement aux nationaux, une autre aux nationaux et aux étrangers enfin une dernière tranche sur appel d'offre international car nécessitant une expertise que nous n'avons pas localement.

De telles initiatives doivent être multipliées afin que nous puissions tous nous faire une opinion fondée sur une information fiable.



Ville de Dakar, Sénégal



Puits de pétrole

## Prémices d'un boom pétrolier et gazier en Afrique

Nous assistons depuis quelques années à une augmentation de la production dans plusieurs pays africains en raison d'une hausse de la demande de combustibles fossiles.

De nombreuses compagnies pétrolières voient dans le sol africain une opportunité de développer de nouvelles opérations pétrolières à faible émission de carbone. Néanmoins, le défi auquel les gouvernements africains pourraient être confrontés est de convaincre les membres de la COP27 de permettre et d'accompagner le développement des industries pétrolières.

Le meilleur argument serait que les pays africains disposent d'importantes ressources en gaz qui sont vitales pour les pays développés actuellement confrontés à des pénuries et à une hausse des prix.

Les réserves de pétrole et de gaz en Afrique pourraient en outre être utilisées pour éviter les difficultés et les hausses de prix tout en favorisant le processus de transition vers les énergies renouvelables. Il y aura donc toujours une opposition de la part des dirigeants de ce monde qui veulent réduire la dépendance aux combustibles fossiles. Il appartient donc aux pays africains de faire valoir auprès du reste du monde la pertinence des ressources naturelles pendant le processus de transition.

Selon le Guardian, un document de l'Union Africaine visant à soutenir le développement des opérations pétrolières et gazières dans la plupart des États africains devrait être présenté lors du prochain sommet mondial sur le climat en novembre 2022. Dans ce document, l'Union déclare : "À court et moyen terme, les combustibles fossiles, en particulier le gaz naturel, devront jouer un rôle crucial dans l'élargissement de l'accès à l'énergie moderne, en plus de l'accélération de l'adoption des énergies renouvelables."

Cependant, les écologistes et certaines ONG ne partagent pas totalement l'avis des dirigeants africains qui plaident pour la poursuite de l'exploration de leurs ressources naturelles, mais encouragent plutôt un développement plus rapide des projets d'énergie renouvelable sur le continent africain, et craignent une dépendance accrue au pétrole fossile au détriment de la transition écologique mondiale.

En raison de la nécessité d'exploiter leurs ressources naturelles, de nombreux dirigeants africains ont exprimé leur soutien à l'industrie. Ils affirment à juste titre qu'il est temps que leurs pays profitent de leurs ressources, tout comme les pays développés ont tiré profit du pétrole et du gaz.

Des recherches ont montré que bon nombre des opérations pétrolières et gazières actuelles de l'Afrique sont plus coûteuses que la moyenne mondiale. Selon McKinsey, pour pouvoir profiter pleinement de leurs opérations pétrolières et gazières, les pays africains doivent prendre en compte trois paramètres :

- D'abord, ils doivent réduire les émissions produites par les opérations pétrolières et gazières, décarboniser les opérations tout en optimisant les coûts.
- Ensuite, les Africains doivent anticiper la transition énergétique mondiale et investir dans des projets d'infrastructure à faible émission de carbone, car les projets pétroliers existants sont moins rentables pour les grandes entreprises.
- Enfin, ils doivent investir dans des projets d'énergie renouvelable en parallèle de leurs opérations pétrolières et gazières afin de s'éloigner progressivement des combustibles fossiles.



Énergie éolienne

## L'Afrique du Sud doit produire davantage d'énergie renouvelable

Depuis plusieurs années, l'Afrique du Sud n'est plus en mesure d'assurer un approvisionnement régulier en électricité. La production d'électricité du pays est toujours principalement axée sur le charbon, et le pays est très en retard dans la tendance mondiale vers les énergies propres.

Si l'on associe souvent les énergies renouvelables exclusivement aux énergies éolienne et solaire, il n'en demeure pas moins que ces dernières englobent toutes les technologies qui ne font pas appel à des combustibles fossiles non renouvelables, même si c'est en faible quantité ou proportion.

Les centrales hydroélectriques, qui extraient l'électricité du flux descendant de l'eau, sont une source d'énergie renouvelable. Cependant, une augmentation importante de la production locale d'hydroélectricité n'est donc pas envisageable, car l'Afrique du Sud est frappée par la sécheresse.

D'autres technologies d'énergie renouvelable comme la géothermie et la production d'énergie marémotrice ne sont pas courantes en Afrique du Sud, ce qui laisse la place à l'énergie éolienne et l'énergie solaire qui représentent environ 8 % du mix énergétique sud-africain.

Les énergies éolienne et solaire peuvent être très prometteuses et rentables car l'Afrique du Sud dispose de certaines des meilleures ressources solaires et éoliennes au monde. Les centrales solaires et éoliennes produisent déjà de l'électricité de manière très efficace dans des environnements moins venteux que l'Afrique du Sud et elles peuvent également être construites en moins de deux ans. Leurs émissions de carbone extrêmement faibles contribuent au réchauffement de la planète et rendent l'énergie solaire et éolienne attrayante pour les investisseurs.

Compte tenu de cet avantage climatique, la part de l'électricité produite à partir de technologies d'énergie renouvelable reste étonnamment faible en Afrique du Sud. Malgré tout, le développement des énergies renouvelables suscite une opposition considérable dans certaines communautés. Certains secteurs ont intérêt à maintenir le statu quo de la domination du charbon.

Étant donné la variabilité de la force du vent et de l'ensoleillement, ces technologies ne produisent qu'occasionnellement de l'énergie à pleine capacité. Dans les conditions typiques de l'Afrique du Sud, une centrale solaire ou éolienne ne produit qu'environ un tiers de l'énergie d'une centrale au charbon de même capacité en fonctionnement.

Ainsi, pour surmonter les pénuries d'électricité actuelles, il faut environ produire 15 000 MW de nouvelles centrales solaires et éoliennes. La baisse continue de la productivité des grandes centrales au charbon signifie que le besoin réel de nouvelles capacités de production renouvelables au cours des cinq prochaines années est plus proche de 20 000 MW.

Il est désormais admis que la crise énergétique doit être résolue. Une expansion rapide des énergies renouvelables est le seul moyen d'éviter la spirale descendante des pannes de courant à moyen terme.



## CONTACTEZ-NOUS

- **Notre site web** : [www.nigeria-one.com/fr/](http://www.nigeria-one.com/fr/)
- **Par e-mail** : [contact@nigeria-one.com](mailto:contact@nigeria-one.com)
- **Adresse** : Cité Keur Gorgui Lot 71 suite # 2G  
Dakar, Sénégal
- **Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux :**

